



Un réseau de partenaires qui allie le meilleur des capacités des secteurs public et privé pour répondre, ensemble, aux besoins de données pour appuyer les politiques publiques

Unir les forces pour répondre aux grands défis par la donnée

Un enjeu accru de connaissance du territoire à l'heure de l'Anthropocène

La donnée est un puissant levier d'efficience des politiques publiques en matière environnementale. Sa valorisation favorise le développement d'outils de suivi de l'évolution des territoires ainsi que le développement de systèmes de simulation et de prédiction qui seront des instruments de plus en plus indispensables à la conduite des politiques publiques liées au territoire (jumeaux numériques). Son partage et sa mise en forme sont aussi un levier de transformation de l'action publique, un vecteur d'innovation territoriale, et une solution pour orienter et suggérer les comportements à adopter par la société.

Face aux bouleversements rapides et souvent violents (inondations, feux de forêts, montée des eaux, sécheresse, etc.) qui marquent l'Anthropocène, il ne s'agit plus seulement de cartographier l'état du territoire mais de passer à une observation en continu de phénomènes écologiques majeurs, s'appuyant sur une connaissance détaillée, actualisée et thématifiée du sol et du sursol (artificialisation des sols, biodiversité, ressources forestières, pratiques agricoles...) et permettant de développer des projections. L'objectif est de bâtir de véritables postes de pilotage des politiques publiques visant à l'atténuation ou à l'adaptation aux changements de l'environnement.

Cet enjeu confronte la puissance publique à un défi en matière d'exercice de la souveraineté, entendue au sens large comme la capacité à prendre des décisions de façon autonome grâce à des données adaptées, fiables, accessibles en toute indépendance, dont il maîtrise le sens.

Un renforcement impératif des synergies public-privé pour passer à l'échelle

De nombreux acteurs publics ont développé des compétences et mis en place des référentiels de données. Mais souvent, les organisations n'ont pas la taille critique en matière d'ingénierie des données, d'algorithmie, de développement, de labellisation massive pour l'apprentissage des nouveaux outils d'intelligence artificielle (IA) ou de puissance computationnelle, pour industrialiser leur production.

Pour passer à l'échelle en matière de constitution ou d'entretien de données, il faut concentrer une masse critique de compétences susceptibles d'intervenir sur toute la chaîne (production, exploitation, mise en forme). Les administrations métier n'y arriveront pas seules.

L'IGN prend sa pleine part à l'effort. L'Institut a désormais pour mission de répondre aux besoins formulés par les acteurs publics et adapte ses capacités en la matière. L'Institut investit fortement dans l'innovation (IA, cloud, new space, data science, 3D...), avec de premières productions emblématiques comme le Lidar HD ou le référentiel de suivi de l'artificialisation des sols. Bien d'autres administrations participent également à cet élan vers la

donnée, au niveau stratégique (Dinum, CGDD, SGPI, SGPE, CNES...) comme au niveau opérationnel (Cerema, BRGM, Inria, Météo France, OFB, ONF...).

Mais la rapidité et l'ampleur de l'effort appellent la mobilisation de tous. Les startups, PME du secteur et acteurs industriels ont des capacités précieuses pour être au rendez-vous. Il faut pour cela trouver une voie qui dépasse la simple sous-traitance, comme l'IGN a su le faire pour répondre aux besoins du ministère des armées. L'objectif de Datalliance, c'est de bâtir des groupements public-privé qui associent le meilleur du savoir-faire de chacun et accompagnent des logiques gagnant-gagnant de montée en puissance des parties.

Instaurer une nouvelle dynamique avec les acteurs clé du secteur privé

Des savoir-faire industriels encore insuffisamment valorisés

En France, des dispositifs d'aide conséquents (subventions d'amorçage, incubateurs...) sont mobilisés pour faire émerger de nouvelles solutions industrielles, notamment en matière de donnée et de services numériques¹. Toutefois, bien que de nombreuses startups ou PME fassent preuve dans ce cadre d'un fort potentiel d'innovation, les solutions sollicitées se limitent souvent au stade du démonstrateur local et passent rarement à l'échelle. Plusieurs facteurs expliquent cette difficulté (manque d'expertise des usagers finaux pour évaluer les solutions ou intégrer les nouveaux résultats dans les processus décisionnels existants...).

En aidant les acteurs privés les plus prometteurs à résoudre ces difficultés et à accéder à des marchés publics financés par les porteurs des politiques publiques en vue de répondre à leurs besoins de connaissance du territoire, Datalliance permettra à ces acteurs de bénéficier, à la fois, de financements récurrents pour stabiliser leur activité et de références opérationnelles significatives pour valoriser plus largement leurs solutions, notamment à l'international.

En retour, l'IGN verrait ses capacités augmentées par les capacités d'innovation et de production des acteurs du secteur privé qu'il « encapsulerait » pour répondre, de façon maîtrisée, à un plus vaste champ de besoins des politiques publiques.

Un espace de concertation dédié

La construction d'alliances avec les acteurs innovants du secteur nécessite que l'institut se mette préalablement en résonance avec cet écosystème via une veille et une concertation qui permettra à l'IGN de mieux connaître les acteurs et les sujets sur lesquels ils ont déjà réussi à résoudre des verrous technologiques ouvrant la voie à des solutions pour répondre aux besoins des politiques publiques, de mieux comprendre les logiques de positionnement et les enjeux économiques de ces acteurs, et d'identifier les modalités d'action conjointe qui satisferaient au mieux aux aspirations et contraintes des parties.

Cette concertation s'engage progressivement via diverses modalités (rencontres préalables, partage de retours d'expérience, espaces d'échange...) sous la bannière Datalliance. A noter qu'il s'agit d'un réseau ouvert et non exclusif.

Une mobilisation conjointe sous forme d'alliance

Du fait de sa forte intégration dans l'écosystème public, de ses compétences et de son engagement dans la politique de la donnée, l'IGN se propose de jouer le rôle de fédérateur ou d'ensemblier pour mobiliser les capacités d'innovation et de production d'acteurs économiques et, le cas échéant, l'expertise d'autres acteurs publics en vue de répondre aux besoins prioritaires des administrations en matière de connaissance du territoire.

¹ L'IGN y contribue à travers son accélérateur *IGNfab* qui permet de mobiliser l'ingénierie de l'institut pour faciliter la levée de verrous technologiques au niveau de services portés par des acteurs du secteur privé.

Les modalités détaillées d'organisation et de mise en action d'un groupement entre l'IGN et des partenaires du secteur privé seront adaptées, au cas par cas, en fonction des besoins à satisfaire, des financements mobilisés, de la meilleure manière d'additionner les efforts au regard des compétences et des moyens requis ainsi que de la cohérence d'ensemble recherchée pour la solution déployée. Une cartographie des différentes ingénieries de la commande publique est en cours pour définir la meilleure façon de mettre ces alliances au service des commanditaires publics.

Dans le cadre de ces alliances, l'IGN se propose en particulier d'accompagner l'industrialisation ou le passage à l'échelle de solutions portées par des startups ou des PME innovantes qui ont déjà fait la démonstration de leur capacité à résoudre les verrous technologiques clé en lien avec les besoins considérés. Pour cela, l'IGN se positionnera comme tiers de confiance auprès des utilisateurs publics sur la validité du résultat, avec un rôle de garant de la cohérence des données géographiques ainsi qu'un rôle de facilitateur pour l'intégration des nouvelles solutions dans la logique de travail des utilisateurs publics.

En créant un cadre de confiance, l'IGN facilitera l'accès des entreprises portant ces nouvelles solutions à des marchés publics récurrents dans un contexte où la fiabilité et la neutralité des données sont devenues un enjeu de souveraineté pour la puissance publique.

Au-delà du secteur de la geodata ?

Avec Datalliance, l'IGN veut d'abord mobiliser l'écosystème de la donnée géographique, qui est au cœur des enjeux de transition écologique. Pour autant, Datalliance se veut une plateforme potentiellement ouverte à d'autres acteurs publics qui, comme l'IGN, souhaiteraient faire alliance avec les entreprises de leur secteur pour répondre aux besoins de politique publique.